



Commission  
européenne

*Employment and  
Social Developments in Europe*

**Une croissance durable pour tous:**

*des choix pour l'avenir de  
l'Europe sociale*

**Synthèse**



27 September 2019, Brussels

**#ESDE2019**

*In cooperation with the*



European Economic and Social Committee

Europe Sociale

# Une croissance durable pour tous: des choix pour l'avenir de l'Europe sociale

## Synthèse

### UNE CROISSANCE DURABLE POUR TOUS : DES CHOIX POUR L'AVENIR DE L'EUROPE SOCIALE

En 2018, l'économie de l'UE a connu une poursuite des améliorations amorcées en 2013, année où l'activité économique a commencé à se relever de la crise financière et économique. L'emploi dans l'UE a atteint de nouveaux records, tandis que le chômage et le risque de pauvreté et d'exclusion sociale ont continué de chuter. Ces évolutions incitent à être confiant et montrent que les politiques de l'UE au cours de ces dernières années ont produit des résultats. Toutefois, ces évolutions se matérialisent au cours d'une période marquée par une accélération des changements. Ceux-ci concernent notamment le vieillissement démographique de nos sociétés, ainsi que la transformation technologique et la numérisation rapide de nos économies et de nos sociétés. Prises dans leur ensemble, ces grandes tendances conduisent à des formes de travail inédites, qui demandent de nouvelles compétences, à des pénuries de main-d'œuvre dans certains domaines et de nouveaux défis pour le modèle social européen. <sup>(1)</sup>

L'an dernier a également été marqué par de nombreux rappels de la fragilité des avancées récentes à moyen et long terme. À l'échelle mondiale, de nouveaux risques tels que les tendances protectionnistes en matière d'échanges et l'augmentation des incertitudes économiques et géopolitiques internationales ont contribué à un ralentissement de la croissance mondiale et européenne en 2018 et ont entraîné d'autres révisions à la baisse des prévisions économiques. <sup>(2)</sup> En outre, même si les dynamiques nationales devraient généralement soutenir l'économie européenne, des défis majeurs doivent être relevés pour garantir une Europe protectrice, compétitive, équitable et durable. <sup>(3)</sup> Parmi ces défis, figurent la faible croissance de la productivité, les écarts persistants

---

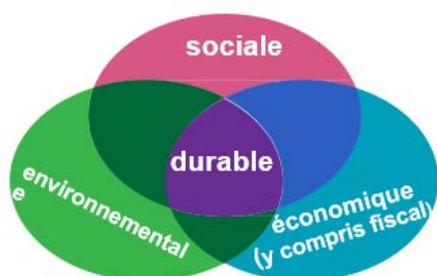
<sup>(1)</sup> Pour plus de détails sur les incidences de ces changements et grandes tendances sur l'emploi et la situation sociale, voir les rapports annuels « Employment and Social Developments in Europe » publiés en 2017 et 2018, axés respectivement sur « l'équité entre les générations et la solidarité » et « le nouveau monde du travail: au-delà de la numérisation ». Pour consulter une analyse plus approfondie sur les pénuries de compétences, la mobilité de la main-d'œuvre et les migrations, voir également le rapport annuel « Employment and Social Developments in Europe » de 2015, et notamment le chapitre intitulé « Mobility and migration in the EU: Opportunities and challenges ».

<sup>(2)</sup> Commission européenne (2019), « European Economic Forecast: Spring 2019 », *European Economy Institutional Paper*, n° 102, mai 2019.

<sup>(3)</sup> Voir Commission européenne (2019), « Europe in May 2019: Preparing for a more united, stronger and more democratic Union in an increasingly uncertain world, The European Commission's contribution to the informal EU-27 leaders' meeting in Sibiu (Romania) on 9 May 2019 ».

entre les hommes et les femmes en matière d'emploi et de rémunération, les importants déficits d'investissement, les inquiétudes concernant les coûts de l'énergie et l'accessibilité financière du logement, et un poids de la dette publique et privée réduit, mais néanmoins considérable.

Le changement climatique, la dégradation de l'environnement et l'utilisation inefficace des ressources naturelles pèsent aussi sur les perspectives de développement durable de l'UE et du monde. Les Européens font preuve d'une conscience de plus en plus aiguë face à ces défis et réalisent davantage combien il importe d'aborder de front les trois dimensions de la durabilité (économique, sociale et environnementale). L'objectif consiste à rendre toutes les réalisations de l'Europe (sa compétitivité économique, son niveau de vie élevé, son État-providence apprécié et son engagement en tête de file en faveur de l'environnement) durables à long terme pour les générations futures. En participant notamment à des « marches pour le climat » hebdomadaires dans toute l'Europe depuis le deuxième semestre 2018, les étudiants et d'autres citoyens de l'UE ont demandé des mesures plus rapides contre le changement climatique. Au même moment, d'autres catégories de population ont exprimé leur préoccupation concernant le coût de la transition économique nécessaire pour lutter contre le changement climatique et le partage équitable de ce coût.



L'UE dispose de fondements globaux établis par les traités et d'une expérience de longue date en matière de programmes politiques visant simultanément des objectifs économiques, sociaux et environnementaux. Elle a également joué un rôle de premier plan dans la formulation des objectifs de développement durable (ODD) des Nations unies en 2015. En outre, en décembre 2018, en marge de la COP24<sup>(4)</sup>, l'UE et 20 États membres ont signé la déclaration de Silésie pour la solidarité et la transition juste. Dans celle-ci, ils soulignent que la prise en compte de l'aspect social de la transition vers une économie à faible intensité de carbone est essentielle pour

obtenir l'approbation sociale des changements en cours. L'UE et ses États membres sont donc des acteurs clés en matière d'élaboration des réponses politiques aux défis complexes de notre époque, non seulement aux niveaux national et européen, mais aussi à l'échelle mondiale. Le document de réflexion « Vers une Europe durable d'ici à 2030 », publié le 30 janvier 2019, présente notamment des options pour intégrer les objectifs de développement durable au cadre d'action stratégique de l'UE. Ce document nous rappelle que « *l'enjeu du développement durable est l'amélioration du niveau de vie des populations, en plaçant les personnes devant de vrais choix, [et] en créant un environnement propice* », ce qui « *devrait aboutir à une situation nous permettant de bien vivre, dans les limites de notre planète, grâce à une utilisation plus intelligente des ressources et à une économie moderne au service de notre santé et de notre bien-être* ». Le texte souligne les liens entre les trois dimensions du développement durable et notamment la connexion entre les aspects sociaux et environnementaux qui est au cœur de la question du développement durable<sup>(5)</sup>, et avertit que, « *aussi mouvementées que soient les années à venir, notre mission la plus importante sera de ne pas perdre de vue nos objectifs pour le futur* ». <sup>(6)</sup>

Concernant la dimension sociale du développement durable, souvent désignée sous le terme de « durabilité sociale », l'UE a confirmé ses engagements politiques lors de la proclamation du socle européen des droits sociaux par le Parlement européen, le Conseil et la Commission au cours du sommet social de Göteborg du 17 novembre 2017. Le socle se trouve au cœur du projet européen, en particulier au vu des défis liés à la durabilité auxquels l'Europe sociale est confrontée. Sa proclamation reflète l'inquiétude croissante que les cicatrices de la crise ne soient pas encore uniformément refermées. De fait, la reprise durable et les améliorations de l'emploi et de la situation sociale observées globalement au niveau de l'UE contrastent avec des évolutions moins favorables touchant certains groupes de revenus, États membres et régions. Parmi celles-ci figurent le ralentissement de la convergence entre les États membres dans certains domaines et la divergence croissante au sein de certains États membres, ainsi que le chômage persistant et l'augmentation des inégalités de revenus et du risque de pauvreté des travailleurs dans plusieurs États membres.

Ces contrastes observés dans les domaines social et de l'emploi ont des répercussions sensibles sur la perception qu'ont les Européens de la situation économique et sociale dans l'UE. Dans de récentes enquêtes Eurobaromètre, les Européens citent les préoccupations sociales liées à la hausse des prix, au système de santé et de sécurité sociale, aux retraites/pensions et à la situation financière de leur ménage comme étant les problèmes les plus importants auxquels ils sont confrontés à un niveau personnel. Les craintes liées aux questions de l'environnement, du climat et de l'énergie gagnent du terrain au fil du temps. Les Européens demandent de plus en plus des mesures pour remédier aux contrastes flagrants, ainsi que la poursuite des efforts pour faire face à

<sup>(4)</sup> La COP24 désigne la 24<sup>e</sup> conférence des parties à la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques.

<sup>(5)</sup> Voir notamment Commission européenne (2019), « Europe's Sustainability Puzzle: Broadening the Debate », document du Centre européen de stratégie politique, 8 avril 2019.

<sup>(6)</sup> Système européen d'analyse stratégique et politique (ESPAS), « Global Trends to 2030: Challenges and Choices for Europe », avril 2019.

d'autres défis importants (notamment les migrations et la sécurité) et lutter contre le changement climatique et la dégradation de l'environnement.

Le défi politique est multiple et exige d'apporter des réponses simultanées : aux personnes qui ont des difficultés à joindre les deux bouts, qui ont des doutes sur leurs perspectives d'emploi, qui ont un niveau de bien-être moindre ou qui se sentent laissées pour compte ; aux personnes qui pensent que l'action pour le climat est actuellement trop limitée et trop lente ; aux personnes qui craignent que cette action ne se produise trop vite par rapport à leurs capacités financières et d'adaptation, ou ne détourne des ressources d'autres investissements ou innovations ; et également aux personnes qui mettent en garde sur les effets néfastes qu'une action pour le climat unilatérale pourrait avoir sur la productivité et la compétitivité de l'UE.

Enfin, il apparaît de plus en plus urgent d'opérer des choix politiques communs, concrets et efficaces promouvant la croissance et le développement durables dans l'UE. Ce fait a été reconnu dans la déclaration de Sibiu du 9 mai 2019, dans laquelle l'UE et ses États membres se sont engagés à « [toujours respecter] *le principe d'équité, que ce soit sur le marché du travail, en matière de protection sociale, dans le domaine économique ou sur le plan de la transformation numérique, [...]* [à continuer] *de réduire les disparités qui existent entre nos pays et [...]* [à aider] *les plus vulnérables en Europe, faisant passer les hommes et les femmes avant la politique* » et à « [préserver] *l'avenir pour les prochaines générations d'Européens, [...]* [à investir] *dans la jeunesse et [à mettre] en place une Union prête à affronter l'avenir et à même de relever les défis les plus urgents du XXI<sup>e</sup> siècle* ». <sup>(7)</sup>

Le rapport « Employment and Social Developments in Europe » (ESDE) de 2019 contribue à l'analyse et à la réflexion sur cette problématique. Il a pour intitulé « **Une croissance durable pour tous : des choix pour l'avenir de l'Europe sociale** » et porte sur les thèmes suivants :

Chapitre 1 – Principales évolutions de l'emploi et de la situation sociale

Chapitre 2 – Croissance et développement durables dans l'UE : concepts et défis

Chapitre 3 – Principes fondamentaux économiques et sociaux : de la productivité à la croissance équitable et durable

Chapitre 4 – Investir dans le capital humain et la durabilité sociale : coûts à court terme et avantages à long terme

Chapitre 5 – Vers un avenir plus vert : incidences du changement climatique sur l'emploi et la situation sociale

Chapitre 6 – Durabilité et gouvernance : le rôle du dialogue social

Le chapitre 1 porte sur les principales évolutions de l'emploi et de la situation sociale au cours de l'année précédente dans l'UE et ses États membres, en mettant l'accent sur les tendances en matière d'emploi, de chômage et de répartition des revenus dans les États membres, ainsi que sur les groupes vulnérables. Le chapitre 2 traite du concept central de durabilité et de ses différentes dimensions, y compris de sa dimension sociale. Il recense les principaux facteurs de durabilité et les risques qui y sont liés, étudie les défis présents sur la voie de l'UE vers le développement durable, ainsi que les synergies et les compromis potentiels entre ses dimensions sociale, économique et environnementale. Le chapitre 3 aborde l'un des défis majeurs en matière de durabilité, et particulièrement la faible croissance de la productivité malgré l'accélération des évolutions technologiques et l'augmentation des niveaux de qualification de la main-d'œuvre de l'UE. Il examine les conditions préalables à une croissance économique soutenue en s'appuyant sur des analyses de données au niveau des régions et des entreprises, et met l'accent sur les complémentarités entre efficacité, innovation, capital humain, qualité de l'emploi, équité et conditions de travail. Ce chapitre identifie également des politiques qui pourraient renforcer la productivité sans accroître les inégalités. Le chapitre 4 porte sur les investissements sociaux dans certains domaines et sur leur rôle en matière de durabilité sociale. Il analyse le potentiel des politiques visant à accroître l'activité, l'emploi et la productivité tout en réduisant les situations sociales défavorables. Ce chapitre identifie l'accueil de la petite enfance et les soins de longue durée, l'éducation et la formation, les compétences, la mobilité et le logement comme des domaines clés où l'intervention politique pourrait renforcer la durabilité et la convergence vers le haut de la performance socio-économique des États membres. Le chapitre 5 étudie les effets de l'action pour le climat sur l'économie et sur l'emploi, les revenus et les compétences. Il analyse également des aspects de la précarité énergétique en tant que forme distincte de pauvreté dans l'UE et étudie les risques pour la santé liés à l'environnement – comme la pollution atmosphérique –, ainsi que les politiques qui pourraient avoir une répercussion favorable tant sur l'environnement

<sup>(7)</sup> Déclaration de Sibiu, déclaration de la réunion informelle des dirigeants de l'UE-27 à Sibiu, 9 mai 2019, accessible à l'adresse suivante : <https://www.consilium.europa.eu/en/press/press-releases/2019/05/09/the-sibiu-declaration>.

que sur les personnes. Enfin, le chapitre 6 traite de la manière dont les partenaires sociaux et le dialogue social, y compris la négociation salariale, peuvent favoriser la croissance et le développement durables.

## 1. PRINCIPALES ÉVOLUTIONS DE L'EMPLOI ET DE LA SITUATION SOCIALE

Tant dans l'UE que dans la zone euro, l'activité économique a poursuivi son essor en 2018, à un rythme toutefois moins soutenu que prévu. Cette évolution reflète un ralentissement de l'économie mondiale, après une croissance économique soutenue au cours des six dernières années. Les prévisions économiques ont été revues à la baisse, alors que les incertitudes se sont accrues et que la faible croissance de la productivité, la segmentation persistante du marché du travail et les disparités sociales et territoriales constituent encore des défis pour la durabilité de la croissance dans l'UE.

*L'expansion économique soutenue a ralenti en 2018 au milieu d'incertitudes croissantes.*

**240,7 millions**

d'Européens avaient un emploi  
au 1<sup>er</sup> trimestre 2019

L'emploi dans l'UE a continué d'augmenter pour atteindre le plus haut niveau jamais enregistré: au cours du premier trimestre de 2019, 240,7 millions de personnes avaient un emploi<sup>(8)</sup>, soit 13,4 millions de plus que lorsque la Commission Juncker a pris ses fonctions en novembre 2014.

*L'emploi dans l'UE atteint de nouveaux sommets, mais les écarts entre les hommes et les femmes subsistent.*

Le taux d'emploi dans l'UE a également enregistré un nouveau record, atteignant 73,5 % à la fin de 2018, et l'écart avec le taux d'emploi aux États-Unis continue de se combler. Le taux d'emploi en équivalents temps plein (ETP) a également augmenté pour la cinquième année consécutive et s'élevait à 67,2 % en 2018, soit 2,2 points de pourcentage (pp) de plus qu'en 2008. Toutefois, le rythme de progression du taux d'emploi s'est ralenti. Au rythme actuel de croissance de l'emploi dans l'UE (1,3 % par an contre 1,6 % en 2017), le taux d'emploi de l'UE en 2020 serait légèrement inférieur à l'objectif de 75 % fixé par la stratégie « Europe 2020 ». En outre, malgré la convergence entre les taux d'emploi des hommes et des femmes enregistrée précédemment, les progrès en ce que concerne la réduction de l'écart hommes-femmes en matière d'emploi ont également ralenti. En 2018, l'écart hommes-femmes en matière d'emploi s'élevait à 11,6 pp et restait pratiquement inchangé depuis 2013.

*Le taux d'emploi dans l'UE a atteint 73,5 % et l'écart avec les États-Unis se comble.*

**6,4 %**

constitue un niveau  
historiquement bas pour le  
chômage dans l'UE

Le taux de chômage annuel de l'UE s'élevait à 6,8 % en 2018, soit une baisse de 0,8 pp par rapport à son niveau de 2017. En avril 2019, le chômage a atteint un niveau historiquement bas, à 6,4 %. Plusieurs États membres sont

*Le chômage dans l'UE recule à un niveau historiquement bas, sans réduire les différences entre les États membres de manière substantielle.*

actuellement proches du plein emploi. Le chômage des jeunes a continué à diminuer pour atteindre 15,2 % en 2018 (et 14,2 % en avril 2019), soit 0,7 pp en dessous de son niveau d'avant-crise en 2008, et le chômage de longue durée a également reculé. Toutefois, les différences entre les taux d'emploi et de chômage aux niveaux national et régional restent très importantes. La dispersion des taux d'emploi dans les territoires nationaux et infranationaux se réduit progressivement, tandis que la dispersion des taux de chômage continue d'augmenter depuis 2007.

**53 %**

des Européens de classe  
moyenne se sentent vulnérables

La taille de la classe moyenne, la colonne vertébrale des sociétés européennes définie comme le groupe dont les revenus se situent entre 75 % et 200 % du revenu national médian, est de plus en plus

*La taille de la classe moyenne est de plus en plus semblable dans l'ensemble des États membres...*

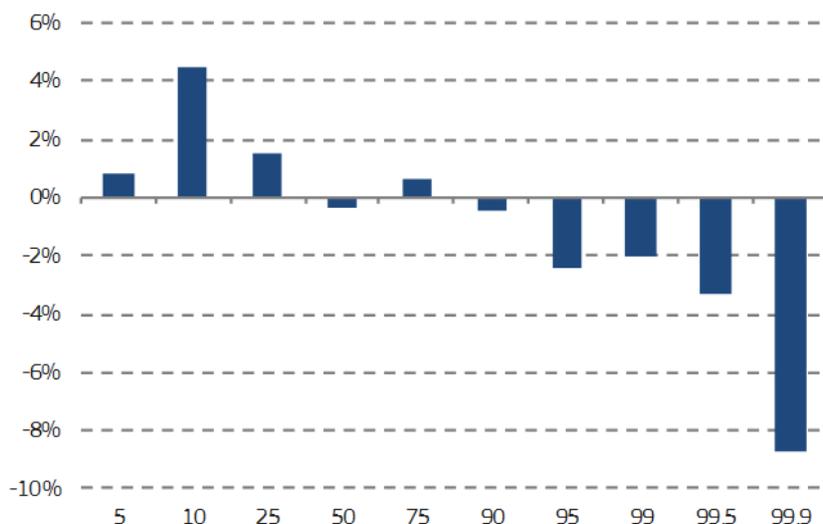
semblable dans l'ensemble des pays. Même si cette évolution reflète une

<sup>(8)</sup> Eurostat, namq\_10\_pe.

certaine convergence vers le haut, les données montrent également que la taille de la classe moyenne a tendance à augmenter dans les États de l'est de l'UE, tandis qu'elle diminue à l'ouest de l'UE. À l'échelle de l'UE, plus de la moitié (53 %) des individus de la classe moyenne déclarent se sentir vulnérables et éprouver des difficultés à joindre les deux bouts financièrement.

### *Les groupes de revenus les plus pauvres de l'UE-28 ont connu une amélioration de leurs conditions par rapport à leur niveau d'avant-crise*

Évolution du revenu disponible réel en 2008-2015 (%), centiles choisis, répartition des revenus de l'UE-28. Source: calculs de la DG EMPL. EU-SILC User Database (UDB) et séries de données élaborées par le laboratoire sur les inégalités mondiales (voir chapitre 1).



#### **Augmentation de 4 % des revenus**

des personnes les plus pauvres de l'UE, par rapport à avant la crise

En 2018, la croissance annuelle réelle du revenu disponible brut des ménages (RDBM) s'est établie à 2 % dans l'UE et à 1,5 % dans la zone euro. Au cours de la dernière année pour laquelle des données sont disponibles (2017), le RDBM par habitant au sein de la zone euro a

*... et le revenu des groupes aux revenus les plus faibles a augmenté dans l'UE.*

dépassé son niveau d'avant la crise de 2008 (qui avait déjà été dépassé dans l'UE en 2015). Cependant, le RDBM par habitant n'a pas encore retrouvé son niveau de 2008 dans huit États membres (notamment en Grèce, à Chypre, en Italie et en Espagne). Après avoir augmenté à la suite de la crise économique et financière, les inégalités de revenus au sein des États membres ont commencé à reculer dans certains pays en 2017. L'analyse des revenus dans l'UE en tant que distribution unique montre une amélioration de la position des groupes aux revenus les plus faibles et une convergence au sein de sous-ensembles d'États membres de l'UE entre 2007 et 2015. Les personnes appartenant au 10<sup>e</sup> centile de la population ont gagné 4 % en termes réels par rapport à leur revenu d'avant-crise. Cette progression est principalement due à l'augmentation des revenus des personnes les plus pauvres dans les États de l'est de l'UE. Au cours de cette même période, les revenus des personnes les plus pauvres dans les États du sud de l'UE se sont détériorés.

#### **Jusqu'à 90 % :**

écart le plus élevé entre le revenu médian des villes et des zones rurales d'un pays de l'UE

Les revenus sont généralement plus élevés dans les villes que dans les zones rurales. Les écarts les plus notables sont enregistrés en Roumanie et en Bulgarie où le revenu médian dans les villes est plus élevé

*Les revenus sont généralement plus élevés dans les villes que dans les zones rurales.*

d'environ 90 % et 60 % respectivement. Néanmoins, la probabilité de se trouver en situation de pauvreté monétaire et de privation matérielle sévère est plus élevée dans les villes que dans les zones rurales dans la plupart des États de l'ouest de l'UE.

Certains groupes de population (notamment les personnes handicapées, les personnes issues de l'immigration et les minorités ethniques) sont plus vulnérables que les autres pour ce qui est de l'accès à l'éducation, aux services et au marché du travail. Cela se traduit par de moins bons résultats en matière d'emploi, un bien-être moindre et un risque accru de pauvreté et d'exclusion sociale. Par exemple, en 2016, environ 48,1 % des personnes handicapées avaient un emploi dans l'UE contre 73,9 % des personnes n'ayant pas de handicap. Le socle européen des droits sociaux établit des principes qui devraient garantir les droits de ces groupes et orienter les actions politiques en la matière aux niveaux de l'UE et des États membres.

*L'accès des groupes vulnérables à l'éducation, aux services et au marché du travail reste difficile.*

**Réduction de 4,2 millions**  
du nombre de personnes  
exposées au risque de pauvreté  
ou d'exclusion sociale en 2017

Le nombre de personnes en situation de risque de pauvreté ou d'exclusion sociale (AROPE) a diminué lentement et se situe en dessous de son niveau d'avant-crise. En 2017, le nombre de personnes exposées au risque de pauvreté et d'exclusion sociale avait

*Le nombre de personnes exposées au risque de pauvreté et d'exclusion sociale est passé en dessous de son niveau d'avant la crise de 2008...*

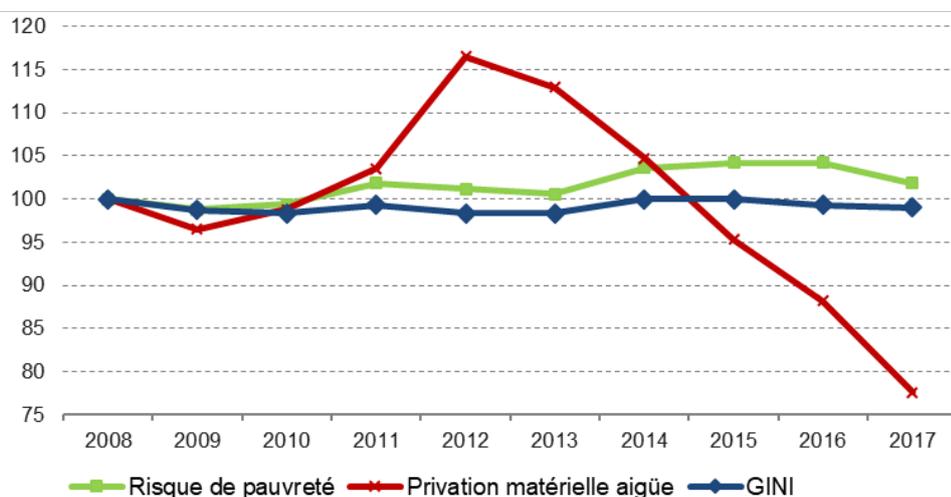
diminué de 4,2 millions par rapport au niveau le plus bas enregistré en 2008 dans l'UE-27 (à l'exclusion de la Croatie, qui a rejoint l'UE après que l'objectif a été fixé). Cela a conduit à une réduction de la part des personnes concernées qui est passée de 23,7 % lors de l'année 2008 avant la crise, ou de 24,8 % lors de l'année record de 2012, à 22,4 % en 2017. Les trois composantes de l'indicateur AROPE ont reculé : personnes exposées au risque de pauvreté, personnes en situation de privation matérielle sévère et personnes vivant dans des ménages à très faible niveau d'intensité de travail.

La privation matérielle sévère est en constante diminution depuis 2012, ce qui indique des améliorations du niveau de vie. Elle a touché 4,7 millions de personnes en moins en 2017 par rapport à 2016. Après être restée globalement inchangée entre 2014 et 2016, la proportion de personnes exposées au risque de pauvreté est passée de 17,3 % à 16,9 % en 2017. La proportion de personnes vivant dans des ménages à très faible intensité de travail est passée de 10,5 % en 2016 à 9,5 % en 2017, soit une baisse d'environ 3,8 millions de personnes.

*... accompagné de réductions de la pauvreté absolue, de la pauvreté relative et de la faible intensité de travail.*

## Le niveau de vie s'est amélioré malgré une pauvreté et des inégalités persistantes

Seuil de pauvreté (en termes réels), taux de risque de pauvreté, coefficient de Gini pour le revenu disponible, taux de privation matérielle sévère (changements cumulés – indice 2008=100), UE. Source: Eurostat, EU SILC, calculs de la DG EMPL (voir chapitre 1).



### Sélection d'indicateurs macroéconomiques, sociaux et relatifs au marché du travail

	2008	2013	2017	2018
<b>PIB réel (croissance annuelle)</b>	0,5	0,3	2,5	2,0
<b>Emploi</b>				
croissance annuelle	1,0	-0,3	1,6	1,3
nombre de personnes occupées (000)	231 181	224 442	235 898	239 040
<b>Taux d'emploi (total, personnes âgées de 20 à 64 ans)</b>	70,2	68,4	72,2	73,2
taux (hommes âgés de 20 à 64 ans)	77,8	74,3	78,0	79,0
taux (femmes âgées de 20 à 64 ans)	62,7	62,6	66,5	67,4
<b>Productivité du travail (croissance annuelle)</b>				
par personne occupée	-0,5	0,6	0,9	0,6
par heure travaillée	-0,3	1,0	1,3	0,8
<b>Chômage</b>				
taux (total, personnes âgées de 15 à 74 ans)	7,0	10,9	7,6	6,8
taux (hommes âgés de 15 à 74 ans)	6,6	10,8	7,4	6,6
taux (femmes âgées de 15 à 74 ans)	7,5	10,9	7,9	7,1
taux (jeunes âgés de 15 à 24 ans)	15,9	23,8	16,8	15,2
taux de chômage de longue durée	2,6	5,1	3,4	2,9
taux de chômage de très longue durée	1,5	2,9	2,1	1,8
nombre de chômeurs (000)	16 768	26 334	18 774	16 887
<b>Revenu disponible brut des ménages réel, par habitant (2008=100)</b>	100,0	97,9	103,5	105,3
<b>Taux de risque de pauvreté ou d'exclusion</b>	23,7	24,6	22,4	
<b>Inégalité</b>				
R apport interquintile de revenu (S 80/S 20)	5,0	5,0	5,1	
C coefficient de Gini pour le revenu disponible	31,0	30,5	30,7	

Source : Eurostat (comptes nationaux, LFS, SILC)

Remarque : UE-27 pour le taux de risque de pauvreté ou d'exclusion sociale, le ratio S80/S20 et le coefficient Gini en 2008

## 2. CROISSANCE ET DÉVELOPPEMENT DURABLES DANS L'UE: CONCEPTS, DÉFINITIONS ET DÉFIS

Le développement durable est défini comme « un développement qui répond aux besoins du présent sans pour autant compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs ». Il s'agit de la vision sous-jacente à la stratégie de Lisbonne de juin 2000. Elle a été élaborée davantage dans la stratégie « Europe 2020 », qui comprend des objectifs ambitieux dans les domaines économiques, sociaux et environnementaux. En 2015, les Nations unies ont adopté une résolution sur le programme de développement durable à l'horizon 2030 qui établit un programme mondial complet en matière de développement durable englobant sur un pied d'égalité ses dimensions sociales, économiques, environnementales et de gouvernance.

*L'UE soutient les objectifs de développement durable à l'échelle européenne et mondiale.*

### Les 5 premières préoccupations

des Européens sont socio-économiques et environnementales

Le traité sur l'Union européenne intègre le développement durable dans ses dimensions économiques, sociales et environnementales en tant qu'objectif fondamental de l'Union, et considère la croissance inclusive comme une partie intégrante de la durabilité. La dimension sociale

*Les dimensions économiques, sociales et environnementales de la durabilité sont ancrées dans le droit de l'UE et remportent l'adhésion des Européens.*

englobe la promotion de l'emploi, de bonnes conditions de travail et le bien-être, l'amélioration et l'harmonisation des conditions de vie et de travail, la lutte contre l'exclusion sociale et la discrimination, la justice sociale, le développement du capital humain, l'égalité hommes-femmes et le dialogue social. Selon des données issues d'enquêtes Eurobaromètre, les trois dimensions du développement durable figurent en tête des préoccupations des citoyens européens. Selon l'Eurobaromètre de l'automne 2018, les cinq premières préoccupations des citoyens de l'UE « pour eux personnellement » sont des questions socio-économiques et environnementales : la hausse des prix (32 %), le système de santé et de sécurité sociale (17 %), les retraites/pensions (16 %), la situation financière de leur ménage (13 %), ainsi que les impôts, l'éducation, les questions d'environnement, du climat et de l'énergie (à 10 % chacun).

L'UE est très bien classée dans les comparaisons internationales sur le plan des progrès sociaux, comme le confirment les indices mis au point pour suivre les progrès accomplis vers la réalisation des objectifs de développement durable. Néanmoins, le bilan et les défis varient considérablement selon les États membres. En outre, les défis engendrés par les grandes tendances du vieillissement, de la numérisation, de la mondialisation et du changement climatique risquent de compromettre la durabilité de ces réalisations.

*Même si l'Europe est bien classée dans les comparaisons internationales, des progrès supplémentaires doivent être accomplis vers la réalisation d'une Europe sociale durable...*

### Moins de 2 travailleurs

par personne âgée de plus de 65 ans d'ici à 2060, contre plus de 3 aujourd'hui

Les changements démographiques entraînent une augmentation du nombre de personnes âgées et une réduction de la population en âge de travailler : entre aujourd'hui et 2060, le nombre de personnes âgées de plus de

*... qui promeut la croissance de la productivité et sa plus large répartition dans une économie de plus en plus numérique...*

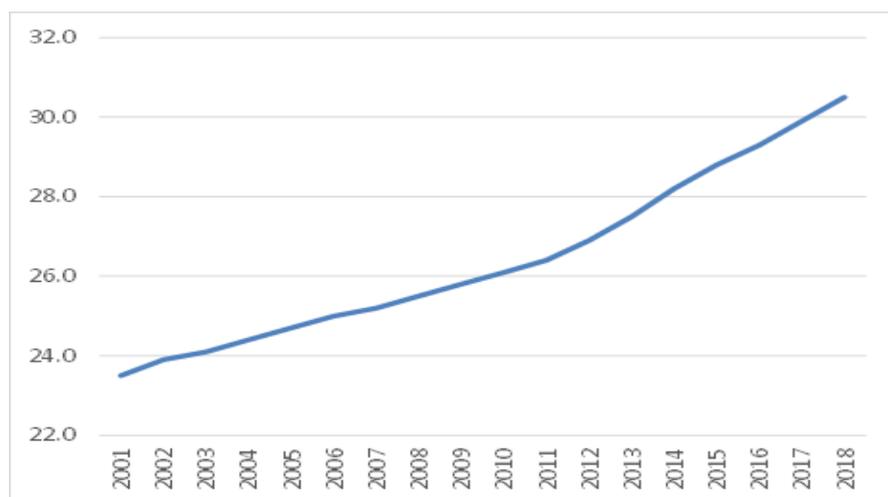
65 ans devrait passer de 30,5 à 51,6 pour 100 personnes en âge de travailler (15-64 ans). Cela implique que pour que la croissance économique soit durable, elle doit se fonder de plus en plus sur des gains de productivité et sur la plus large répartition de ceux-ci. De plus, l'équité intergénérationnelle et la viabilité financière de l'État-providence sont en jeu. La numérisation a ouvert la voie à de nouvelles formes d'organisation du travail, y compris au travail de plateforme, ainsi qu'à l'automatisation accrue du travail. La numérisation apporte également un potentiel considérable de création d'emplois, en particulier dans des entreprises innovantes à la productivité élevée et pour les personnes à haut niveau d'instruction et de qualification. Le cadre juridique et les systèmes de protection sociale doivent évoluer pour mieux couvrir ces nouvelles formes de travail.

Les défis de la durabilité sociale incluent les disparités encore importantes au sein des États membres et les inégalités persistantes apparues depuis la crise économique et résultant de la segmentation du marché du travail et de la polarisation des compétences et des revenus. Dans certains cas, les tendances à la convergence entre régions diffèrent de celles entre États membres. Par exemple, alors qu'il existait une convergence entre les États membres en matière de taux d'emploi de 2004 à 2016, des divergences ont été enregistrées au niveau régional. La maîtrise des disparités géographiques dépend de la capacité des territoires nationaux et infranationaux à converger vers le haut et à garantir l'égalité d'accès aux services dans différents territoires. La lutte contre les divergences nécessite un ensemble de politiques d'accompagnement des personnes et des territoires dans la transition vers de nouvelles façons de produire et de travailler, tout en respectant les spécificités locales. Un tel ensemble de politiques inclut un soutien des Fonds structurels et d'investissement de l'UE, notamment du Fonds social européen, et peut tirer parti de l'attention croissante accordée aux actions de l'UE en faveur de la compétitivité industrielle et de l'innovation.

*... ainsi que l'égalité des chances, y compris dans les territoires engagés dans une transition industrielle difficile, avec le soutien des fonds de l'UE et des outils politiques industriels.*

### *Il y a toujours plus de personnes en âge d'être à la retraite par rapport aux personnes en âge de travailler*

Rapport de dépendance des personnes âgées (population âgée de 65 ans et plus divisée par la population âgée de 15 à 64 ans), UE-28. Source : Eurostat [demo-panind] (voir chapitre 2).



Une analyse factorielle a permis de déceler quatre composantes (facteurs) principales qui se renforcent mutuellement et relient les différentes dimensions de la durabilité. Les quatre principaux chapitres du présent rapport reposent sur ces composantes. La première composante regroupe des facteurs qui contribuent à un cercle vertueux de développement durable en promouvant la productivité et l'efficacité au moyen de politiques axées sur le capital humain (compétences et protection sociale en général) et les institutions (négociation collective efficace et confiance dans le travail des institutions publiques). Le deuxième facteur a trait à l'efficacité du marché du travail comme condition préalable au développement durable. Il révèle les faiblesses structurelles des marchés de produit et du travail qui compromettent le développement durable et donc la compétitivité, les augmentations de salaire et les perspectives d'emploi. Un troisième facteur porte sur les conditions sociales favorables et a trait à l'efficacité de l'État-providence en matière de réduction des taux de pauvreté et des inégalités. Enfin, un quatrième facteur représente les limites de la croissance potentiellement associées à une fiscalité du travail élevée.

*Une main-d'œuvre qualifiée, la productivité du travail, des marchés du travail efficaces, la confiance dans les institutions et un système de protection sociale efficace sont des ingrédients essentiels du développement durable.*

Une analyse de partitionnement (cluster analysis) montre les défis considérables en matière de durabilité et les problèmes structurels persistants du marché du travail dans le sud de l'Europe marqué par un chômage élevé, des performances médiocres du marché du travail des groupes vulnérables et un faible pouvoir de négociation collective des salariés. Il s'avère d'autre part que la plupart des États

*Les États membres ne sont pas tous en voie vers le développement durable.*

du nord-ouest de l'UE disposent de solides fondements en matière de durabilité : un investissement dans les compétences favorisant une productivité plus élevée, renforcé par des institutions efficaces et fiables. Ces pays investissent également dans la protection sociale et font preuve d'une plus grande efficacité dans l'utilisation des ressources naturelles. Les États de l'est de l'UE rattrapent les autres États membres en matière de PIB par habitant et de productivité du travail, même si leur tradition de dialogue social est moins développée, que la confiance dans leurs institutions reste plus faible et qu'ils sont souvent en retard dans la mise en œuvre des politiques relatives aux compétences et à l'environnement.

### 3. FACTEURS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX FONDAMENTAUX : DE LA PRODUCTIVITÉ À LA CROISSANCE ÉQUITABLE ET DURABLE

**La productivité totale des facteurs a augmenté de 19 %**

**dans l'UE depuis 1995 contre 24 % aux États-Unis**

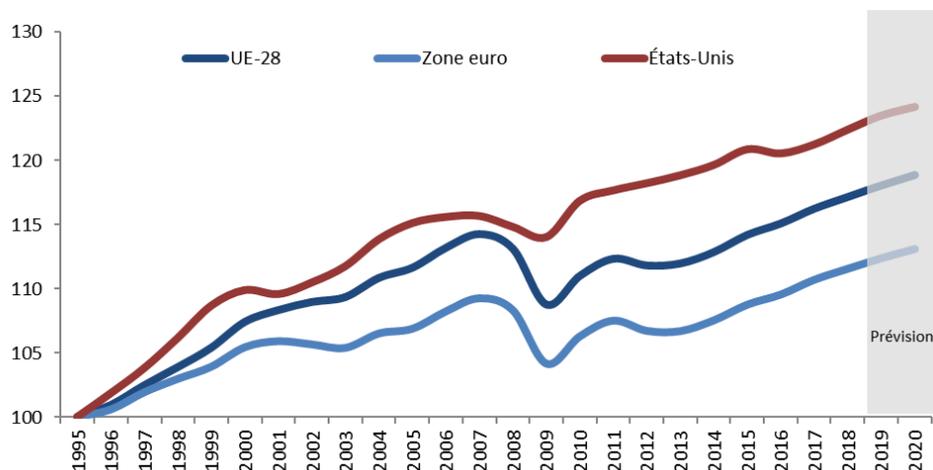
Compte tenu des restrictions en ressources humaines imposées par le vieillissement démographique et du manque de ressources naturelles, la croissance dans l'UE doit reposer toujours davantage sur le changement des modes de production et de consommation et sur

*La faible croissance de la productivité totale des facteurs (PTF) et sa dispersion croissante constituent l'un des principaux défis de l'UE en matière de durabilité.*

l'utilisation plus efficace des ressources existantes. L'une des difficultés chroniques de l'Europe est liée à la productivité totale des facteurs (PTF) qui mesure la part de la croissance économique non due à l'augmentation d'un facteur de production, mais à une efficacité accrue de la production. La PTF est un indicateur important de la durabilité de la croissance. La croissance de la PTF dans l'UE est faible comparée à d'autres grandes économies. Son augmentation entre 1995 et 2020 (y compris les prévisions pour 2019 et 2020) est estimée à 19 % dans l'UE, contre 24 % aux États-Unis. La performance de la PTF présente une dispersion considérable à la fois entre États membres et en leur sein, ainsi qu'entre secteurs et entreprises de tailles différentes. Bien que partant de niveaux bas, les niveaux de PTF dans les pays d'Europe de l'Est convergent vers la moyenne de l'UE.

*La productivité totale des facteurs (PTF) de l'UE progresse plus lentement qu'avant la crise*

PTF entre 1995 et 2020, 1995=100. Source : Services de la Commission, base de données AMECO (voir chapitre 3).



La capacité d'une région à innover et le niveau d'instruction de sa main-d'œuvre font augmenter l'efficacité et la productivité totale des facteurs. Plus une région est loin de la dénommée « *frontière technologique* », plus la croissance de sa PTF tend à être élevée et, par conséquent, plus sa convergence est rapide. En parallèle, le potentiel de croissance de la PTF d'une région dépend de sa capacité à adopter de nouvelles technologies provenant de régions plus avancées et faisant figure de référence en matière de technologie, ce qui dépend à son tour des compétences de la main-d'œuvre. Plus les travailleurs d'une région ont un niveau d'instruction élevé, et plus les dépenses de R&D de celle-ci sont élevées, plus sa capacité à adopter de nouvelles technologies est forte. Des institutions publiques efficaces et la confiance des citoyens et des entreprises en ces institutions jouent également un rôle essentiel dans l'augmentation de la productivité.

*L'innovation fondée sur la R&D, le capital humain et des institutions efficaces tirent la PTF vers le haut dans les régions européennes...*

L'analyse au niveau de l'entreprise montre que les entreprises dont la PTF est élevée investissent généralement dans du capital innovant et de haute qualité, plutôt que de simplement augmenter le stock du capital standard préexistant. En devenant ainsi plus compétitives, elles créent davantage d'emplois et versent une prime de productivité à leurs salariés, de sorte que l'efficacité de la production s'accompagne d'une hausse des rémunérations. Les entreprises exportatrices affichent aussi généralement une PTF élevée, principalement parce que leur exposition à la concurrence internationale les oblige à devenir plus efficaces.

*... ainsi que dans les entreprises, entraînant également une augmentation des rémunérations pour les travailleurs.*

**Des marchés du travail efficaces, du capital innovant, l'égalité des chances et un bon climat de travail stimulent la PTF**

Les imperfections du marché du travail pèsent sur le potentiel de croissance des économies. Il s'agit par exemple des barrières à l'entrée pour certains travailleurs, d'une protection inégale de l'emploi, ou du faible pouvoir de négociation collective de certains groupes

*Exclure des personnes de ressources importantes et de l'égalité des chances limite le potentiel de croissance.*

de travailleurs par rapport à d'autres. Cela souligne l'importance de l'égalité des chances sur le marché du travail. La segmentation du marché du travail, en raison de discriminations ou d'une exclusion des possibilités d'emploi ou de formation, fausse la fixation des salaires et entraîne à son tour une utilisation sous-optimale de la main-d'œuvre, qui finit par conduire à une baisse du potentiel de croissance.

Selon l'enquête européenne sur les conditions de travail (EWCS), les cadres estiment qu'un bon climat de travail, une plus grande autonomie des travailleurs et l'accès régulier de ceux-ci à la formation favorisent la croissance de la productivité, entre autres grâce à une motivation accrue et une moindre incidence des congés maladie, ainsi qu'à une plus grande attraction des travailleurs qualifiés et des taux de rétention plus élevés. Selon les cadres, les entreprises qui créent de nouveaux produits ou introduisent de nouveaux processus de production bénéficient également d'une productivité plus élevée.

*La productivité est plus élevée dans les entreprises qui présentent un bon climat de travail et des possibilités de formation.*

**PIB : +1 %**  
potentiellement à long terme dans les régions les moins développées grâce à l'action du FSE+ 2021-2027

Les instruments et politiques de l'UE jouent un rôle clé en matière de promotion de la compétitivité et d'augmentation de la productivité. Un exercice de simulation indicatif montre que la politique de cohésion de l'UE a une répercussion positive de longue durée sur l'économie. La

*Les politiques et instruments de l'UE jouent un rôle clé : le Fonds social européen peut contribuer à stimuler la productivité, notamment dans les régions les moins développées.*

simulation prend le Fonds social européen (FSE) comme exemple. Le FSE contribue notamment à l'amélioration de l'employabilité des travailleurs au moyen d'investissements sociaux et de formation. Pour la période 2021-2027, la Commission a proposé des dépenses totales au titre du FSE+ d'un montant de 101,2 milliards d'EUR. La simulation montre que les investissements soutenus par le FSE+ devraient avoir une répercussion sur l'économie des pays destinataires bien au-delà de 2027, dernière année du programme. Une

incidence positive particulièrement forte est prévue dans les régions les moins développées de l'UE, à savoir les régions dont le PIB par habitant est inférieur à 75 % de la moyenne de l'UE. Dans ces régions, les investissements soutenus par le FSE+ pourraient accroître la productivité du travail de 0,7 % et le PIB de 1 % à long terme, par rapport à un scénario sans investissements.

Les politiques peuvent contribuer de manière significative à l'amélioration des performances de productivité de l'UE. Les modèles de simulation confirment la répercussion macroéconomique positive à long terme en particulier du soutien des pouvoirs publics aux entreprises en matière de formation, conçu pour motiver les salariés de celles-ci à suivre davantage de formations. Les sources de financement du soutien à la formation peuvent varier et englobent des

**Les aides publiques à la formation et à l'amélioration des compétences accroissent la productivité et le PIB**

financements publics, privés et mixtes. Cela revêt une importance pour son incidence, notamment sur l'emploi, le PIB et la part salariale. La formation accroît la productivité des travailleurs et, par conséquent, la demande de main-d'œuvre et les salaires. Les effets de ce type de

mesures dépendent également de leurs groupes cibles. L'augmentation du niveau global de qualification requiert une combinaison de soutien à la formation destiné spécifiquement aux personnes peu qualifiées et d'incitations visant à encourager le développement de leurs compétences par la poursuite d'études. L'augmentation du niveau de qualification moyen qui en résulte contribuerait à améliorer la durabilité en renforçant le potentiel d'innovation de l'économie et la redistribution du travail, tout en améliorant l'employabilité des personnes qui ont le plus besoin d'aide.

*Les subventions à la formation peuvent accroître la productivité, notamment en ciblant les personnes qui en ont le plus besoin, tout en soutenant l'innovation et les investissements dans l'excellence.*

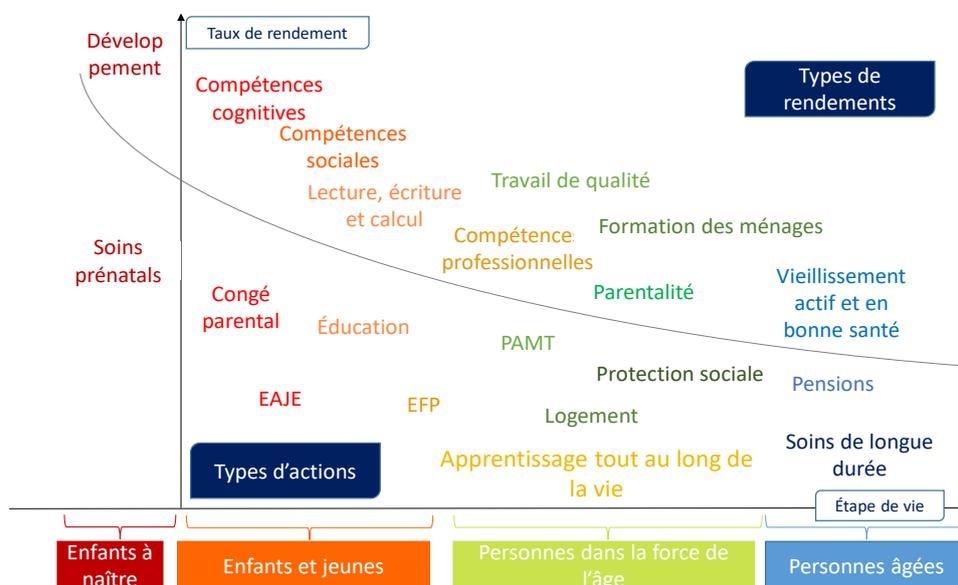
#### 4. INVESTIR DANS LE CAPITAL HUMAIN ET LA DURABILITÉ SOCIALE : COÛTS À COURT TERME ET AVANTAGES À LONG TERME

L'amélioration des compétences et des qualifications de la main-d'œuvre de l'UE, ainsi que le renforcement de son potentiel d'innovation ne sont que quelques domaines parmi d'autres qui ont besoin d'investissements en vue de soutenir la durabilité. Compte tenu des grandes évolutions démographiques et technologiques, la nécessité d'investir dans le capital humain remporte un large consensus. De tels « investissements sociaux » contribuent à améliorer le bien-être des personnes et à prévenir et atténuer les risques sociaux, en permettant aux citoyens d'acquérir de nouvelles compétences et de devenir ou de rester actifs sur le marché du travail, et en leur apportant un soutien lors des grandes transitions de la vie. Le chapitre 4 est axé sur certains domaines en lien avec ces transitions, notamment l'accueil de la petite enfance et les soins de longue durée, l'éducation, la formation et les compétences, ainsi que le logement.

*Les investissements sociaux permettent aux personnes de réaliser leur potentiel et les soutiennent lors des grandes transitions de la vie.*

## Les retours sur investissements sociaux sont plus élevés aux premières étapes de la vie

Retours sur investissements sociaux et taux de rendement, par étape de la vie. Source : J. Kvist (2014). « A framework for social investment strategies: Integrating generational, life course and gender perspectives in the EU social investment strategy », *Comparative European Politics*, 13(1), 131-149 (voir chapitre 4).



Les investissements en faveur des enfants et des familles et la promotion de l'égalité des chances peuvent prendre différentes formes, par exemple une éducation et un accueil des jeunes enfants (EAJE) et des soins de longue durée abordables et de qualité. Le soutien aux revenus grâce à des transferts sociaux peut contribuer à remédier en particulier aux désavantages découlant de l'inégalité des chances entre enfants, ainsi que, par exemple, au manque d'accès aux services de base dans les zones reculées ou rurales, ou encore à la pauvreté des personnes âgées.

*Les investissements dans l'accueil de la petite enfance et les soins de longue durée, ainsi que dans l'accès aux services de base contribuent à remédier aux désavantages.*

### Plus de 20 h/semaine

constitue la plus grande différence d'intensité d'utilisation des services formels d'accueil des enfants entre États membres

Entre 2008 et 2016, les dépenses familiales par enfant ont augmenté dans la plupart des États membres. L'utilisation des services formels d'accueil des enfants a considérablement augmenté dans l'UE même si des améliorations restent possibles. La moitié des États membres n'ont pas encore réalisé les

*L'intensité d'utilisation des services d'accueil des enfants varie considérablement entre États membres.*

deux objectifs de Barcelone sur l'utilisation des services formels d'accueil des enfants fixés en 2002, à savoir la mise en place, d'ici 2010, de structures d'accueil pour au moins 90 % des enfants ayant entre trois ans et l'âge de la scolarité obligatoire, et au moins 33 % des enfants de moins de trois ans. Le nombre moyen d'heures d'utilisation des services formels d'accueil des enfants par semaine en 2017 variait de plus de 20 heures selon les États membres.

### Plus de 14 pp

représente l'écart entre le taux d'emploi des mères d'enfant(s) de moins de 6 ans et des femmes sans enfant dans l'UE

La disponibilité de services d'accueil de la petite enfance abordables et de qualité est importante pour les parents, car elle les incite davantage à travailler ou leur permet de le faire. Il est avéré que la garde des enfants est déterminante dans les décisions relatives à la participation ou non au

*L'accès à des services d'accueil des enfants permet aux parents de travailler.*

marché du travail des femmes et des ménages : en 2017, le taux d'emploi des femmes ayant des enfants de moins de 6 ans s'élevait à 64,6 % dans l'UE contre 79 % pour les femmes sans enfants. La disponibilité et l'accessibilité financière des services d'accueil des enfants permettent d'expliquer en grande partie les différents niveaux d'emploi des mères dans l'UE. Plus l'utilisation des services formels d'accueil des enfants est élevée pour les enfants de moins de 3 ans, plus l'emploi des femmes est élevé. La Suède et la République tchèque constituent deux exemples clairs de cette relation aux extrémités opposées du spectre. En Suède, le taux élevé d'emploi des mères (82,8 %) s'accompagne d'une utilisation élevée des services d'accueil des enfants (52,6 %), alors que la République tchèque présente un taux d'emploi des mères très faible (45,1 %) et une très faible utilisation des services d'accueil des enfants (6,5 %).

**L'utilisation moyenne des services d'accueil des enfants**

**par les familles les plus riches représente plus du double de celle des familles les plus pauvres**

Les services d'accueil des enfants ne bénéficient pas uniquement à l'emploi des mères. Ils fournissent aux enfants des environnements stimulants où ils peuvent acquérir de nouvelles compétences dont ils peuvent tirer profit toute leur vie et qui peuvent réduire les inégalités dès le début du parcours scolaire. Il importe que ces

*Les familles les plus pauvres ont tendance à moins utiliser les services d'accueil des enfants.*

services soient fournis à tous les groupes sociaux, et en particulier aux plus vulnérables. Cependant, les familles les plus pauvres ont moins recours aux services d'accueil des enfants que les familles les plus riches, principalement en raison de leur coût élevé. À l'échelle de l'UE, l'utilisation moyenne des services d'accueil des enfants par les familles du quintile inférieur de la répartition des revenus s'élève à 18,3 % des enfants âgés de moins de 3 ans, tandis que l'utilisation moyenne par les familles du quintile supérieur s'élève à 42,5 % (mesuré en équivalents temps plein de 30 heures par semaine pour chaque enfant inscrit).

**Les dépenses publiques de soins de longue durée vont passer**

**de 1,6 % du PIB en 2016 à 2,7 % en 2070**

En raison du vieillissement de la population, les dépenses publiques de soins de longue durée devraient augmenter considérablement au cours des prochaines décennies (passant de 1,6 % du PIB en 2016 à 2,7 % en 2070). La fourniture de soins de longue durée de qualité et

*Le vieillissement de la population aura une incidence sur les dépenses publiques de soins de longue durée.*

abordables et de modalités d'équilibre entre vie professionnelle et vie privée (telles que le travail flexible et le congé pour aidant proche) peut alléger la charge pesant sur les personnes ayant des responsabilités familiales, et donc avoir une incidence positive sur leur emploi.

Le modèle social européen considère traditionnellement les compétences comme l'un des principaux outils permettant d'améliorer la participation au marché du travail et de renforcer la productivité et la compétitivité. Une main-d'œuvre disposant de compétences actualisées constitue un élément essentiel du développement durable et de la croissance.

*Les compétences constituent la clé de la participation au marché du travail et de la croissance future.*

**45 % plus de chances**

**d'avoir un emploi pour les diplômés de l'enseignement supérieur**

Les gouvernements de l'UE financent plus de 80 % des dépenses d'enseignement. L'investissement nominal consacré aux systèmes d'enseignement et de formation a progressé au cours de la dernière

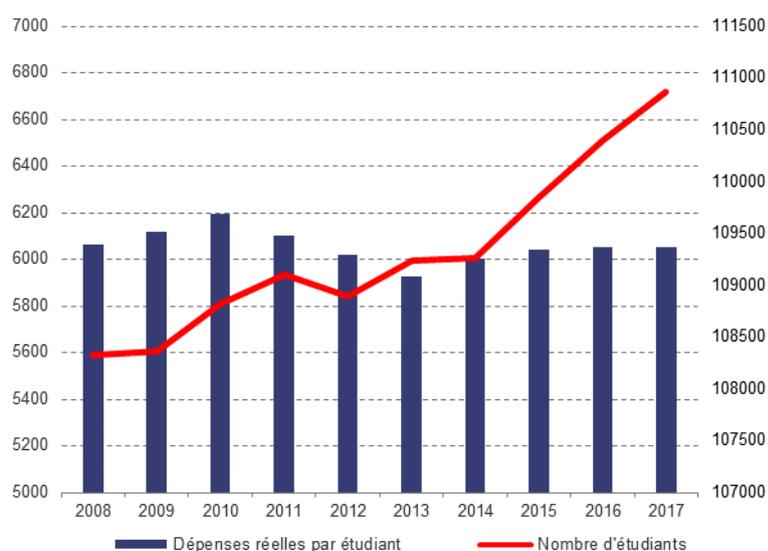
*Les qualifications élevées apportent d'importants avantages individuels et sociaux, cependant les dépenses d'enseignement perdent du terrain.*

décennie, mais moins que le PIB. Les dépenses d'enseignement réelles par étudiant sont restées relativement stables dans l'ensemble de l'UE et ont reculé dans certains États membres, notamment l'Irlande, la Grèce et le Royaume-Uni. L'investissement dans l'enseignement entraîne plusieurs retombées positives. Au niveau individuel, des qualifications élevées sont liées à des taux d'emploi et à des salaires plus élevés (+16 % pour les diplômés de l'enseignement secondaire, et +45 % pour les diplômés de l'enseignement supérieur), ainsi qu'à une

meilleure santé. Les avantages pour la société incluent des recettes fiscales et des cotisations de sécurité sociale accrues, des dépenses sociales moindres et une population plus active. Toutefois, puisque le taux de réussite dans l'enseignement supérieur est corrélé à travers les générations, il existe un risque d'avantage cumulé (dénommé « effet Matthieu »), à savoir que les dépenses publiques d'enseignement confèrent en fin de compte plus d'avantages aux familles qui ont déjà un bon niveau d'enseignement qu'aux autres.

*Alors que le nombre d'étudiants a progressivement augmenté, les dépenses réelles par étudiant sont proches de leurs niveaux d'avant-crise*

Évolution du nombre d'étudiants et dépenses réelles d'enseignement par étudiant sur la période 2008-2017 ; nombre d'étudiants (en milliers) à droite, et dépenses moyennes réelles (en EUR) à gauche. Source : calculs de la DG EMPL basés sur des données d'Eurostat (voir chapitre 4).



L'expérience professionnelle intégrée au programme d'études augmente les chances de trouver un emploi par la suite. Les Européens ayant acquis une expérience professionnelle rémunérée durant leurs études ont 9 % de chances de plus de travailler que ceux qui ne l'ont pas eu. L'enseignement professionnalisant de niveau secondaire est également associé à un taux d'emploi plus élevé. Ces effets s'appliquent à tous les groupes, bien que la probabilité d'emploi soit généralement plus élevée (jusqu'à 6 %) pour les citoyens mobiles au sein de l'UE et plus faible (de jusqu'à 11 %) pour les personnes issues de l'immigration en provenance de pays tiers.

*L'expérience professionnelle et l'enseignement professionnel augmentent les chances de trouver un emploi.*

L'enseignement et la formation des adultes progressent dans l'UE, essentiellement grâce à la formation non formelle. Cela reflète probablement une plus grande souplesse de la formation non formelle, ses coûts moins élevés, et la transférabilité limitée des compétences acquises lors de ce type de formation : toutes ces caractéristiques la rendent attractive pour les employeurs qui la financent.

*L'enseignement et la formation non formelle des adultes progressent.*

Le logement en tant que secteur et domaine politique diffère des politiques sociales d'accompagnement qui investissent directement dans les personnes. L'accès à un logement abordable et adéquat, y compris au logement social, constitue un facteur important qui permet aux Européens d'accéder à des possibilités d'enseignement et de formation, et de rentrer et de rester dans le marché du travail où ils peuvent réaliser au mieux leur potentiel, participer à la vie de la communauté et faire partie de réseaux sociaux. Ce faisant, il contribue directement et indirectement à la formation des compétences, à une productivité accrue, à une croissance soutenue et à la cohésion sociale. Le logement abordable représente un facteur décisif en matière d'accès à des services publics d'accompagnement et facilite la mobilité et les transitions sur le marché

*L'accès à un logement abordable est essentiel à l'accès à l'enseignement et à l'emploi, et à la participation à la société en général.*

du travail. Un logement inadéquat peut avoir des effets néfastes à long terme sur la santé et l'inclusion sociale. La situation en matière de logement diffère sensiblement selon les États membres de l'UE en ce qui concerne des éléments clés tels que l'accessibilité financière, la qualité, le statut de propriété et la durée d'occupation moyenne.

**28 % des locataires consacrent plus de 40 % de leur revenu à leur logement**

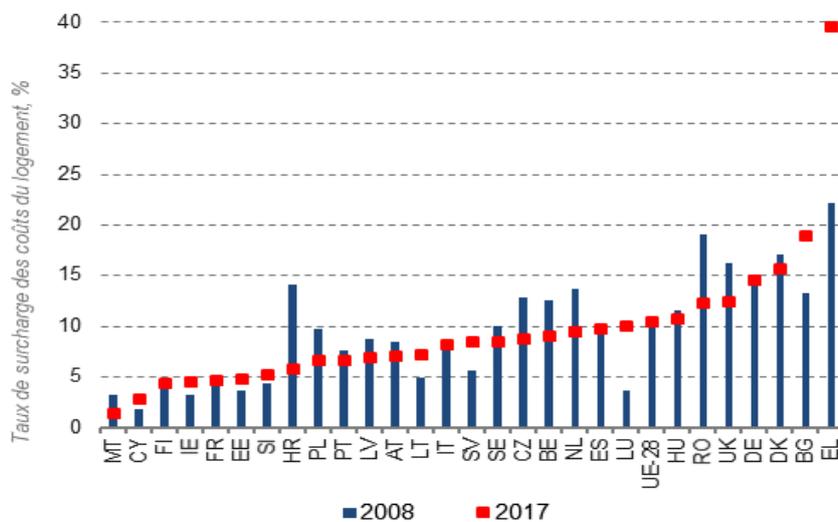
Les « dépenses de la vie courante » varient en fonction des dépenses liées au logement principal, incluant le coût du logement (prêt hypothécaire ou loyer) et le coût des services publics et de l'assurance. Plusieurs indicateurs font état d'évolutions positives dans l'UE depuis la

*Même si le coût moyen du logement et la surcharge financière ont reculé dans l'UE, l'accessibilité financière du logement est un problème pour les locataires et les parents isolés, en particulier dans les villes.*

reprise économique. Les coûts du logement en pourcentage du revenu disponible sont passés en moyenne de 22,7 % du revenu disponible en 2014 à 21,4 % en 2017. La lourde charge autodéclarée des coûts du logement a chuté, passant d'un pic de 38 % des ménages en 2013 à 31 % en 2017. Dans le même temps, la part des ménages consacrant plus des deux cinquièmes de leur revenu aux coûts du logement a reculé de 11,6 % à 10,4 % de la population, bien que la situation varie d'un État membre à l'autre. Malgré ces tendances positives, certains groupes sont davantage susceptibles d'être confrontés à des problèmes d'accessibilité du logement : les locataires et les personnes seules, en particulier ceux qui ont des enfants et ceux qui vivent en ville.

### *Un Européen sur dix consacre 40 % ou plus des revenus du ménage aux coûts du logement*

Taux de surcharge des coûts du logement, 2008-2017. Source : Eurostat, EU SILC (voir chapitre 4).



La privation sévère liée au logement recule, en particulier en Europe centrale et orientale. Toutefois, environ un Européen sur sept vit dans un logement dont les murs, les sols ou les fondations sont touchés par l'humidité, ou dont les châssis ou les planchers présentent des moisissures. Ces problèmes touchent principalement les locataires, y compris les personnes résidant dans des logements sociaux. Les propriétaires qui remboursent un prêt hypothécaire sont généralement le groupe le moins vulnérable, tant sur le plan de l'accessibilité financière que de la privation de logement. Malgré certaines améliorations générales en matière d'accessibilité financière et de qualité du logement, les formes extrêmes d'exclusion sociale telles que le sans-abrisme progressent dans de nombreux pays.

*La privation sévère liée au logement recule dans l'UE, tandis que le sans-abrisme augmente dans de nombreux États membres.*

Au-delà de la cohésion sociale, le logement joue un rôle important pour favoriser une croissance économique durable, en permettant la mobilité et la distribution efficace du travail. Le logement est également un secteur important pour la durabilité environnementale. Les longs déplacements vers le lieu de travail génèrent des retombées environnementales néfastes, tandis que les bâtiments résidentiels sont responsables d'un quart de la consommation énergétique globale de l'UE.

*Le logement a une incidence sur la mobilité de la main-d'œuvre, l'utilisation de l'énergie, la pollution et donc sur la durabilité économique et environnementale.*

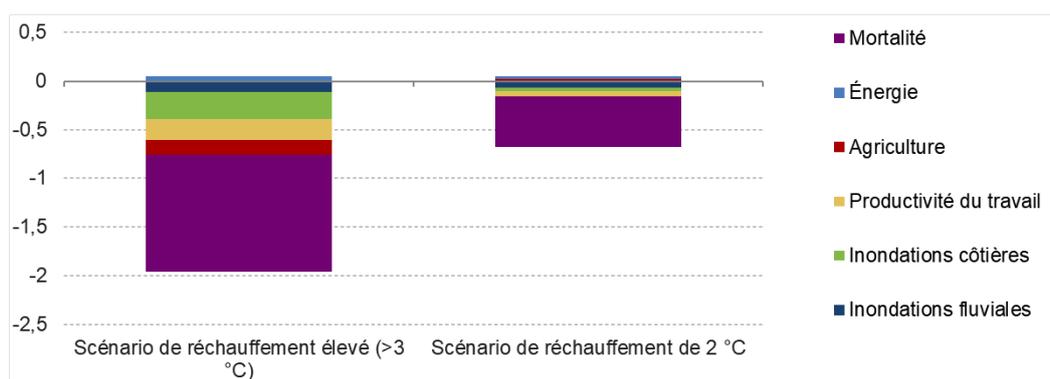
## 5. VERS UN AVENIR PLUS VERT : RÉPERCUSSIONS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE SUR L'EMPLOI ET LA SITUATION SOCIALE

La durabilité environnementale est l'une des dimensions principales de la durabilité. Il existe de nombreuses synergies entre la durabilité environnementale et la performance économique, allant des incidences des modes de production et de consommation sur l'emploi aux effets sur la qualité de l'emploi, sur la santé et la sécurité au travail, et aux nouvelles possibilités d'innovation. Le coût socio-économique de l'inaction sur les questions liées à l'environnement et au climat serait énorme, et entraînerait des catastrophes naturelles et des événements météorologiques graves fréquents ainsi qu'une réduction du PIB de l'UE pouvant aller jusqu'à 2 % et une réduction du PIB de l'Europe du Sud de plus de 4 % à long terme. Pour avancer vers une Europe durable à l'horizon 2030 et réaliser la vision ambitieuse définie dans la communication de la Commission de novembre 2018 intitulée « Une planète propre pour tous », un large éventail de politiques est nécessaire. Il convient également de mettre en œuvre en temps opportun des mesures aux niveaux européen, national et régional en matière d'énergie et de transport, de fiscalité, de recherche, de politique industrielle et de politique de compétitivité ainsi qu'en matière d'emploi et de politiques sociales. Comme les investissements sociaux, les investissements liés au climat apportent des avantages essentiellement universels à long terme tout en ayant des coûts essentiellement concentrés à court terme.

*L'évolution vers une Europe durable à l'horizon 2030 nécessite un large éventail de politiques et présente de nombreux avantages.*

### *Pertes de bien-être au niveau de l'UE résultant de l'inaction en matière de climat par grands types d'incidences socio-économiques*

En % du PIB. Source : Commission européenne, études PESETA III, Centre commun de recherche, Séville.



**75 % des travailleurs de l'UE**

**sont employés dans des secteurs qui produisent moins de 10 % des émissions de CO<sub>2</sub>**

La création d'emplois et de valeur dans l'économie de l'UE se produit de plus en plus dans des secteurs économiques qui présentent des émissions de carbone et une utilisation de matières relativement faibles. La production d'électricité, le transport, les industries extractives, l'agriculture et l'industrie

*Les secteurs à faible intensité de carbone sont à la pointe des changements structurels et de la création d'emplois, mais les avancées ne sont pas automatiques.*

gènèrent ensemble près de 90 % de l'ensemble des émissions de CO<sub>2</sub> par secteur d'activité, mais représentent moins de 25 % des emplois et de la valeur ajoutée brute dans l'UE. Ces secteurs doivent réduire leurs émissions, et les

attentes à cet égard sont de plus en plus grandes. La recherche et l'innovation ainsi que les nouvelles technologies peuvent contribuer à répondre à ces attentes. D'autre part, le secteur des industries à faible intensité de carbone et celui des services génèrent moins de 10 % de l'ensemble des émissions de CO<sub>2</sub>, mais ils emploient plus de 70 % de la main-d'œuvre de l'UE et ce sont également ces secteurs qui enregistrent les hausses d'emploi les plus fortes. Cependant, les avancées ne sont pas automatiques, car le secteur des services dépend également de plus en plus de l'électricité. Cela signifie que des politiques ciblées sont nécessaires pour guider le processus de décarbonation.

**1,2 million d'emplois supplémentaires**  
pourrait être un des bénéfices de la transition écologique

Dans l'ensemble, les projections des effets d'une mise en œuvre complète de l'accord de Paris<sup>(9)</sup> montrent que la transition vers une économie à faible intensité de carbone pourrait entraîner une hausse de 1,1 % du PIB et de

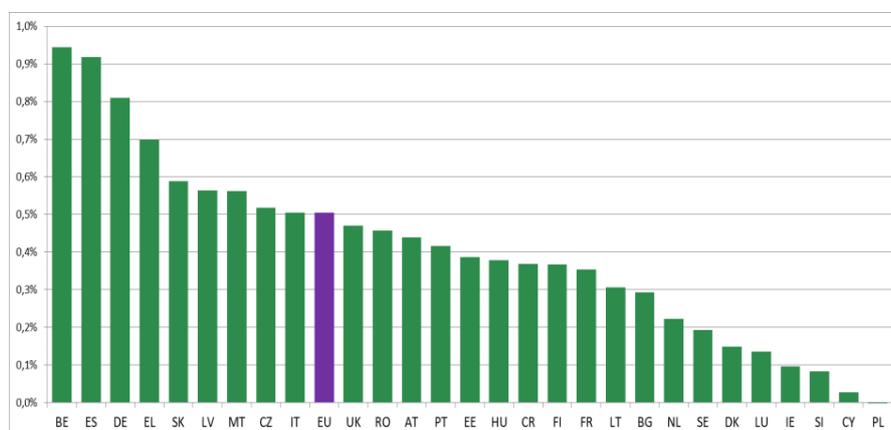
*La transition vers une économie à faible intensité de carbone contribue à la croissance du PIB et de l'emploi et atténue la polarisation de l'emploi.*

0,5 % de l'emploi par rapport à un scénario sans actions politiques pour le climat. Cela représente 1,2 million d'emplois supplémentaires dans l'UE d'ici à 2030, en plus des 12 millions nouveaux emplois déjà prévus. La création d'emplois est projetée principalement dans les secteurs « verts » ou en cours d'écologisation en pleine expansion, dans l'industrie comme dans les services, y compris dans la construction, la gestion des déchets et la finance durable. L'incidence positive sur le PIB et l'emploi est due en grande partie aux investissements requis pour réaliser une telle transition, associés à une réduction des dépenses liées à l'importation de combustibles fossiles. En outre, la baisse des prix à la consommation, notamment de l'électricité solaire photovoltaïque, entraînerait une augmentation des revenus disponibles, des dépenses des consommateurs et par conséquent de la demande en services aux consommateurs (généralement à forte intensité de main-d'œuvre). La transition vers une économie à faible intensité de carbone pourrait également atténuer quelque peu la polarisation des emplois en cours résultant de l'automatisation et de la numérisation par la création d'emplois requérant des salaires et des compétences de niveau moyen. Ces effets varient toutefois considérablement d'un secteur et d'un pays à l'autre, mais elles sont globalement positives. Les projections entreprises à plus long terme (2050) confirment une incidence positive semblable sur l'emploi total, en particulier si les revenus liés au carbone sont utilisés pour générer une réorientation de la taxation du travail vers des taxes environnementales.

<sup>(9)</sup> Eurofound (2019), "Future of manufacturing - Energy scenario: Employment implications of the Paris Climate Agreement", Eurofound Research Report, février 2019.

## Progression de l'emploi résultant de l'action pour le climat dans les États membres de l'UE, 2030

Effet sur l'emploi par pays, variation par rapport au niveau de référence en %, en 2030.  
Source : Eurofound (2019), "Future of manufacturing - Energy scenario: Employment implications of the Paris Climate Agreement", *Eurofound Research Report*, février 2019 (voir chapitre 5).



La transition vers une économie circulaire à faible intensité de carbone et neutre pour le climat ne sera pas inclusive par défaut et implique des coûts et des risques potentiellement importants pour certains secteurs. Les mesures et les réformes nécessaires pourraient avoir des répercussions considérables sur les populations et les régions, et pourraient notamment entraîner d'importantes réaffectations du travail entre secteurs et professions et des changements profonds des compétences requises à l'avenir. Les instruments de l'UE tels que le FSE et le Fonds européen d'ajustement à la mondialisation (FEM) ainsi que le dialogue social européen peuvent contribuer à une transition juste en soutenant les travailleurs et les familles qui dépendent du travail dans des secteurs à forte intensité énergétique pendant la transition, entre autres par des actions de reconversion professionnelle, de requalification, d'aide personnalisée à la recherche d'emploi, et éventuellement par le remplacement du revenu.

*Cela étant, la transition vers une économie à faible intensité de carbone n'est pas inclusive par défaut et comporte aussi des risques, y compris la réaffectation du travail.*

Le chauffage, le refroidissement, l'éclairage, l'énergie pour alimenter les appareils ménagers sont essentiels pour garantir un niveau de vie décent. L'un des risques associés à la décarbonation est la précarité énergétique, situation dans laquelle une proportion croissante des ménages ne peuvent pas se permettre le chauffage ou d'autres services énergétiques en raison d'une combinaison de faibles revenus, de dépenses énergétiques élevées et de faible efficacité énergétique de leur logement. La précarité énergétique a des incidences sur la santé, l'environnement et la productivité. Cela souligne l'importance des logements abordables et de qualité, y compris des logements sociaux, pour l'équité sociale et pour l'obtention de l'acceptation de l'action pour le climat. Les prix de l'énergie, l'un des principaux facteurs de la précarité énergétique, ont considérablement augmenté au cours des deux dernières décennies, ce qui accroît la pression financière sur les ménages. La précarité énergétique peut être atténuée par des prestations sociales bien ciblées, des logements sociaux et des aides en matière de factures énergétiques, ainsi que par des mesures d'efficacité énergétique. Dans l'ensemble, des évolutions positives récentes ont été enregistrées dans l'UE, et l'incapacité à chauffer son logement a reculé en moyenne en dessous de son niveau de 2010. Cependant, non seulement les ménages à faible revenu, mais aussi une proportion significative des ménages à revenu moyen dans certains États membres, ne parviennent toujours pas à chauffer leur logement. Le paquet « Une énergie propre pour tous les Européens » apporte une nouvelle approche globale de la précarité énergétique dans le cadre d'action de l'UE en matière de climat et d'énergie – cette question étant traitée dans la législation relative au marché de l'électricité, dans les législations en matière d'efficacité énergétique et dans les

*Un autre risque potentiel est la précarité énergétique, qui a reculé dans l'UE, mais touche encore les ménages à revenu faible et moyen dans plusieurs États membres.*

plans nationaux en matière d'énergie et de climat. Ce point constitue un élément essentiel pour garantir une transition juste.

Le plus grand risque pour la santé lié à l'environnement dans l'UE est la pollution atmosphérique, qui entraîne environ 400 000 décès prématurés par an. Les émissions des principaux polluants atmosphériques dans l'UE ont diminué, mais elles restent encore au-dessus des lignes directrices de l'UE et de l'Organisation mondiale de la santé. Certains groupes sont plus vulnérables que les autres aux effets négatifs de la pollution atmosphérique, notamment les enfants, les personnes âgées, les personnes qui ont déjà des problèmes de santé et les personnes issues de milieux socio-économiques défavorisés. Davantage d'habitants des zones urbaines que des zones rurales déclarent être exposés à la pollution et à d'autres problèmes environnementaux. La lutte contre la pollution atmosphérique dans le cadre de l'action pour le climat constitue un moyen d'accroître le soutien populaire et politique en faveur des politiques en matière de changement climatique, car les avantages de la réduction de la pollution atmosphérique sont locaux, visibles et à court terme comparés à d'autres actions d'atténuation pour le climat plus abstraites. Grâce à des mesures ciblées, comprenant des mesures relevant de l'action contre le changement climatique, un tiers des décès prématurés pourraient être évités d'ici à 2050.

*La pollution atmosphérique constitue le plus grand risque pour la santé lié à l'environnement dans l'UE, et touche en particulier les personnes âgées, les enfants et les personnes les plus pauvres.*

Enfin, l'«écologisation» des modes de production et de consommation et le soutien à la création d'emplois verts favorisent également les possibilités de croissance inclusive et respectueuse du climat, entraînant des gains de productivité pour les entreprises et un accroissement du bien-être pour les populations. La fiscalité environnementale, notamment une réorientation de la taxation du travail vers la consommation énergétique, les déchets et la pollution en particulier, pourrait contribuer à internaliser les externalités sociales et environnementales, à éviter la création de «paradis pour pollueurs» et à encourager la réaffectation des ressources et la réorientation des chaînes de valeur mondiales vers une production à faible intensité d'énergie et de carbone.

*L'action pour le climat ouvre de nouvelles possibilités d'innovation en matière de technologie et de processus, et stimule la productivité des entreprises.*

## 6. DURABILITÉ ET GOUVERNANCE : LE RÔLE DU DIALOGUE SOCIAL

Le dialogue social joue un rôle majeur dans la promotion de la durabilité dans toutes ses dimensions, économiques, sociales et environnementales. Compte tenu des défis importants liés à une transition juste vers l'économie verte et la croissance durable, la participation des partenaires sociaux est indispensable pour prendre en considération des informations pertinentes et pour parvenir à un consensus sur les actions. Le dialogue social peut apporter une expérience considérable en matière de facilitation de la coopération et des synergies entre acteurs clés. Les partenaires sociaux participent activement à la mise en œuvre du socle européen des droits sociaux et des programmes politiques de l'UE. Ils contribuent également aux avancées vers la réalisation de certains objectifs de développement durable (ODD), notamment a) en favorisant l'égalité au travail et les bonnes conditions de travail, b) en encourageant l'inclusivité et c) en convenant d'étapes vers des modes de fonctionnement de nos économies plus respectueux de l'environnement.

*Les partenaires sociaux contribuent au développement durable en promouvant des lieux de travail inclusifs et de qualité et la gouvernance multipartite.*

**Le taux de syndicalisation dans l'État membre où le taux de pauvreté des travailleurs est le plus bas est supérieur de 45 pp à celui de l'État membre où le taux de pauvreté des travailleurs est le plus élevé**

Les principes essentiels du dialogue social comme l'équité au travail, des conditions de travail satisfaisantes et les droits des travailleurs sont au cœur des dimensions sociales et économiques de la durabilité. Des éléments probants indiquent que la négociation

*La négociation salariale s'accompagne de résultats sociaux positifs et, entre autres, d'une réduction des inégalités de revenus.*

collective réduit la dispersion des salaires, qu'une centralisation accrue de la négociation salariale est associée à des inégalités de revenus moindres, et qu'un taux de syndicalisation plus élevé est associé à des taux de pauvreté des travailleurs plus bas. La représentation des salariés tend en général à améliorer

la qualité de l'environnement de travail. Par exemple, les salariés représentés par un syndicat ou un comité d'entreprise sont 34 % moins susceptibles d'estimer que leur travail a une influence négative sur leur santé. Cela indique que la représentation des salariés est importante pour garantir des normes élevées dans les environnements de travail, compte tenu notamment des évolutions attendues en matière de qualité du travail associées à la transition vers une économie à faible intensité de carbone.

Les partenaires sociaux favorisent également l'inclusivité qui est essentielle à la durabilité tant sociale qu'économique. Des exemples peuvent être trouvés dans les domaines de la protection sociale et des activités transnationales, dans lesquels les partenaires sociaux défendent l'élargissement de la protection sociale et d'autres droits sociaux à l'ensemble des travailleurs d'un secteur donné, au-delà de leur propre affiliation. Les partenaires sociaux sont également de plus en plus actifs dans la dimension environnementale de la durabilité. Toutefois, leur approche de la transition vers une économie à faible intensité de carbone diffère sensiblement d'un secteur à l'autre et va d'attitudes défensives

Les salariés disposant d'une forme quelconque de représentation ont 66 % plus de chances de recevoir une formation rémunérée

essentiels dans les secteurs qui risquent une perte d'emplois, comme l'exploitation minière et l'extraction de combustibles fossiles, au soutien entier dans des secteurs où la transition devrait créer des emplois, comme la construction. Faciliter la requalification et de la mise à niveau des compétences des travailleurs est essentiel à cette transition vers une économie à faible intensité de carbone. L'enseignement et la formation peuvent soutenir les secteurs exposés à des risques et aider les partenaires sociaux à formuler des réponses pour garantir une transition plus juste. La représentation des salariés est associée à davantage de possibilités de formation dans les entreprises. Par exemple, les salariés représentés par un syndicat ont 66 % plus de chances de recevoir une formation rémunérée.

En plus de faciliter la transition vers la durabilité, les processus de dialogue social tels que les partenariats bipartites ou tripartites renforcent la participation démocratique dans la société européenne. Ils permettent aux travailleurs et aux employeurs d'influencer les choix conduisant à une économie plus verte, et leur donnent une certaine influence au milieu des grandes tendances qui transforment l'économie mondiale. S'appuyer sur les partenaires sociaux pour la gestion des transitions, en consultation avec des experts et avec le soutien des pouvoirs publics, peut permettre de trouver les solutions les moins déstabilisantes. En intégrant les aspects environnementaux au programme socio-économique traditionnel, les partenaires sociaux sont en train de devenir des acteurs essentiels de la promotion de la croissance verte et inclusive.

*Les partenaires sociaux favorisent une protection sociale inclusive et, la plupart du temps, la transition vers une économie à faible intensité de carbone...*

*... et ils encouragent la mise à niveau des compétences en vue d'une transition juste et socialement équitable.*

*Le dialogue social soutenu par des avis d'experts et par les pouvoirs publics peut permettre de trouver les solutions les moins déstabilisantes aux questions liées à la durabilité.*

## CONCLUSIONS

Pour la sixième année consécutive, des améliorations des résultats en matière d'emploi et de situation sociale accompagnent la reprise économique. Néanmoins, des risques persistants et des incertitudes nouvelles à l'échelle mondiale et européenne suscitent des questions quant aux perspectives de croissance future. Dans un même temps, l'expansion continue de l'économie de l'UE a déplacé l'attention vers les questions de durabilité à long terme. L'urgence de la situation et la sensibilisation croissante à la dégradation de l'environnement et aux effets du changement climatique ont intensifié la pression sur les décideurs politiques pour accélérer la transition vers un modèle économique à faible intensité de carbone, plus circulaire, durable sur le plan environnemental et inclusif. L'UE dispose déjà d'une économie innovante et très performante, ainsi que de niveaux élevés de protection sociale et environnementale. L'objectif consiste à rendre ces réalisations durables dans le temps pour que les générations futures puissent profiter des mêmes ressources que les générations actuelles, et à améliorer la vie des personnes aujourd'hui, en

garantissant leurs droits sociaux et l'égalité des chances. L'emploi et les politiques sociales en particulier devraient contribuer à garantir la durabilité sociale dans un monde redessiné par le vieillissement démographique, la numérisation, la mondialisation et l'action contre le changement climatique. L'intégration généralisée et en amont des préoccupations sociales et environnementales aux politiques futures est essentielle et contribuerait à promouvoir l'acceptation sociale des réformes nécessaires.

Il n'est pas possible de maintenir une expansion économique solide dans l'UE sans une croissance de la productivité totale des facteurs, qui repose davantage sur l'utilisation efficace des facteurs de production, plutôt que sur la seule expansion de leur utilisation. La productivité totale des facteurs affiche de bons résultats dans les États membres et les régions qui disposent d'institutions du marché du travail solides et dans les entreprises qui investissent dans la formation des travailleurs et dans du capital et des processus innovants. Les politiques qui contribuent à développer le capital humain et à faciliter l'innovation sur le lieu de travail sont très efficaces pour accroître la productivité à long terme, à condition que les marchés du travail ne discriminent pas et que les entreprises puissent accéder au capital nécessaire.

Compte tenu des grandes évolutions démographiques et technologiques, les investissements sociaux contribuent à la durabilité en prévenant et en atténuant les risques sociaux. Ils permettent aux citoyens d'être actifs sur le marché du travail et d'acquérir de nouvelles compétences, et apportent un soutien lors des grandes transitions de la vie. Ils entraînent donc une augmentation des taux d'activité et d'emploi et une réduction des risques sociaux. Les services d'accueil et d'enseignement de la petite enfance ressortent parmi ce type d'investissements, en soutenant l'emploi et la participation au marché du travail des mères, tout en favorisant le développement des compétences et l'égalité des chances au début de la vie des enfants. L'investissement dans les compétences, les qualifications et la formation formelle des adultes soutient la compétitivité des entreprises ainsi que les salaires. L'accès à un logement abordable et adéquat est un facteur important qui permet aux Européens de réaliser leur potentiel sur le marché du travail et de participer à la société sur un meilleur pied d'égalité.

En règle générale, la transition vers une économie à faible intensité de carbone devrait avoir des effets positifs sur le PIB, l'emploi total et le bien-être. Une préparation précoce de cette transition à travers des compétences nouvelles et meilleures peut atténuer les pertes d'emplois dans les professions, les secteurs et les régions qui dépendent toujours d'une économie à haute intensité de carbone et permettre de tirer un meilleur profit du potentiel de création d'emplois dans les secteurs verts. Cependant, la transition vers une économie neutre pour le climat n'est pas socialement inclusive par défaut. L'intégration de la dimension sociale dès le début est essentielle à la réussite de la stratégie de l'UE en matière de climat et d'énergie. Le cas échéant, des mesures compensatoires, y compris des mesures visant à réduire la précarité énergétique, peuvent contribuer à une transition socialement juste et devraient être intégrées aux réformes nécessaires. Les taxes environnementales offrent également une occasion de générer une réorientation de la taxation du travail, avec des implications positives sur l'emploi total et sur les rémunérations. Les politiques et les investissements devraient également cibler les risques sanitaires liés à l'environnement, comme la pollution atmosphérique, ce qui peut contribuer à obtenir un soutien public en faveur de l'action et des réformes pour le climat.

Enfin, la gouvernance multipartite du dialogue social est éminemment adaptée pour parvenir à un large consensus en vue de promouvoir des économies et des sociétés plus durables. Un dialogue social efficace renforce l'équité sociale en améliorant les conditions de travail sans compromettre la performance économique à long terme. Les syndicats et les organisations d'employeurs pourraient accélérer leurs efforts pour gérer la transition vers une économie à faible intensité de carbone, malgré des divergences de positions persistantes, liées à un impact sectoriel inégal de l'écologisation de l'économie.

L'intégration des objectifs sociaux et environnementaux à la conception de toutes les politiques de l'UE, plutôt que la gestion des risques sociaux et environnementaux par des actions correctives ex post, représente la seule manière crédible d'avancer vers un modèle de développement durable réellement équilibré et multidimensionnel. Cette approche n'est peut-être pas la solution miracle à tous les défis auxquels l'UE est confrontée, mais elle garantira une Europe verte et sociale qui assume ses responsabilités mondiales.